

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

PRIVATISATION : MENACE À L'ÉQUITÉ SALARIALE

Si le gouvernement provincial entrevoit de faire des épargnes en privatisant les soins de santé, ce ne doit pas se faire au détriment des personnes qui occupent des postes traditionnellement féminins, avertit la Coalition pour l'équité salariale du N.-B.

« Le gouvernement Graham a promis une loi sur l'équité salariale dans le secteur public » rappelle Anne-Marie Gammon, présidente de la Coalition pour l'équité salariale. « Comment entend-il assurer l'équité salariale s'il sous-contracte les services de santé ? »

Une étude montre qu'en Colombie Britannique, la privatisation des services de soutien dans le secteur de la santé a immédiatement et complètement éliminé les gains d'équité salariale obtenus jusqu'alors (Griffin Cohen & Cohen, *A Return to Wage Discrimination*, 2004).

La Coalition rappelle que le secteur de la santé compte de nombreux emplois à prédominance féminine. Lorsqu'il y a privatisation et que les entreprises privées réduisent les salaires pour faire des profits, les personnes qui occupent des emplois féminins s'éloignent de l'équité salariale au lieu de s'en rapprocher.

« L'équité salariale n'aura été qu'un bref mirage pour elles » déplore Anne-Marie Gammon. « Pourtant, réduire les salaires pour augmenter les profits privés ne se traduit pas en une économie pour les contribuables ».

La Coalition exhorte le gouvernement à plutôt concentrer ses efforts à éliminer la discrimination en adoptant une loi sur l'équité salariale couvrant les secteurs public et privé dans les plus brefs délais.

Assurer l'équité salariale, c'est assurer un salaire égal pour un travail de valeur équivalente. Il s'agit de payer les emplois à prédominance féminine au même niveau que les emplois à prédominance masculine de même valeur.

-30-

Pour plus d'information, veuillez communiquer avec :

Anne-Marie Gammon, présidente, (506) 544-0443 (c)
Johanne Perron, directrice générale, (506) 878-8396 (c)